

Perspectives

N°25/211 – 8 juillet 2025

ITALIE – Des ménages toujours prudents

Au premier trimestre, le revenu disponible des ménages en termes nominaux a augmenté de 1,8% d'un trimestre sur l'autre, tandis que son pouvoir d'achat a progressé de 0,9% sur la même période. Cette hausse du pouvoir d'achat du revenu (revenu réel) intervient après une année 2024 de progression en dents de scie qui fait suite à deux ans de stagnation (-0,1% en 2022 et 0,1% en 2023). En effet, le second semestre 2024 s'est caractérisé par un net ralentissement du revenu disponible des ménages en termes réels, en particulier au T4 où ce dernier a reculé en raison principalement d'une stagnation du revenu nominal.

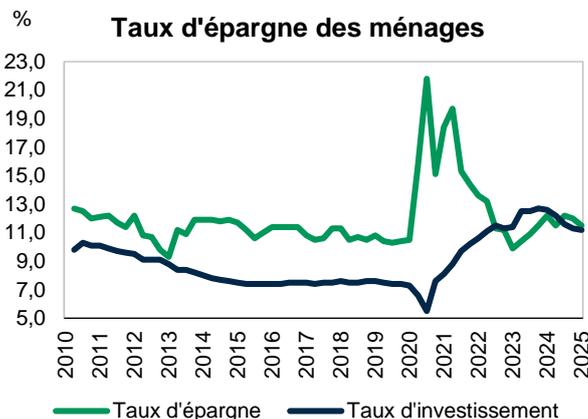
Malgré cette baisse de fin d'année, le revenu réel aura progressé de 1% sur l'ensemble de l'année 2024, mais cette hausse ne permet pas de récupérer les pertes de revenu réel enregistrées depuis le choc inflationniste. En effet, le niveau du revenu disponible brut est supérieur à celui du T1 2022 de 1,3% contre 11,5% pour le niveau du déflateur de la consommation. La hausse au T1 est donc une bonne nouvelle et pourrait marquer le début d'une phase de rattrapage puisqu'elle laisse un acquis de 0,8% à l'année en cours.

La récupération du revenu disponible ne s'est cependant pas muée en consommation (+0,2%), avec une préférence pour l'épargne qui tend à se confirmer. Ainsi, après la baisse de fin d'année liée à des effets de compensation du revenu disponible, le taux d'épargne, aussi bien pour l'ensemble des ménages et ISBLSM que pour les ménages particuliers, a augmenté au T1, se situant respectivement à 12,0% et 9,3%. En moyenne depuis 2020, le taux d'épargne des ménages est plus élevé de deux points en comparaison par rapport à la décennie précédente.

Le premier trimestre s'est également caractérisé par une reprise de l'investissement des ménages, dont le niveau a augmenté de 2% par rapport au trimestre précédent, sans pour autant que cela ait modifié le taux d'investissement des ménages en raison d'une hausse similaire du dénominateur. Cette hausse est la première depuis le T3 2023 et fait écho à la reprise du marché immobilier en Italie, qui a vu une hausse des transactions de 11%.

Si la situation des ménages semble s'améliorer, ce n'est pas le cas de celle des entreprises. Le taux de marge des SNF recule de nouveau au T1 de 0,2% pour se situer à 42,1%. Les effets de la crise industrielle mais aussi de la hausse prolongée des coûts de production continuent en effet de peser sur les marges des entreprises, qui cumulent avec ce trimestre un cycle de sept trimestres de baisse consécutifs.

Le taux d'investissement des entreprises augmente cependant de 0,2 point sur la période pour se situer à 22,4%, confirmant la reprise de l'investissement enregistrée au T3 2024.



Source : Ista; Crédit Agricole S.A./ECO

✓ **Notre opinion** – La reprise du revenu disponible des ménages est une bonne nouvelle pour ce premier trimestre. Après deux années difficiles, le rattrapage salarial commence à porter ses fruits. Cependant, il est trop tôt pour dire si cette amélioration des conditions des ménages bénéficiera à la consommation que l'on attend encore modérée en 2025. D'autant que la légère reprise de l'inflation en juin pourrait contraindre les comportements de consommation. En effet, après la légère décélération en mai, l'inflation a augmenté de nouveau en juin 2025 à 1,7% selon les estimations provisoires. Cette dernière a été tirée par les prix des biens alimentaires et les services, alors que les prix de l'énergie semblent amorcer une phase de ralentissement, notamment grâce à la baisse des prix de l'énergie réglementée. Bien qu'elle semble contenue, la hausse de l'inflation n'est pas anodine pour les ménages puisque les facteurs qui l'expliquent pèsent directement sur le panier de produits essentiels dont les prix ont augmenté de +3,1% (contre +2,7% en mai), soit plus que l'inflation sous-jacente (+2,1% en juin, contre +1,9% en mai). Parallèlement, le marché du travail montre les premiers signes de changement. Le taux de chômage augmente aussi de 0,4 point en mai, passant à 6,5% soit son plus haut niveau depuis juin 2024. Ce signal est cependant à relativiser puisqu'il est davantage dû à une hausse de l'activité (soit plus d'entrées sur le marché du travail) qu'à un effet emploi dont le niveau continue cependant d'augmenter. Néanmoins, dans un contexte où les risques baissiers sont nombreux, il est fort probable que ces dynamiques continuent de renforcer les comportements de précaution, en attestent les ventes au détail qui reculent en mai de 0,5% en volume.

Article publié le 4 juillet 2025 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
04/07/2025	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
04/07/2025	Hongrie – Le blocage de l'économie se prolonge	Hongrie
01/07/2025	Portugal – Correction au T1 2025, mais fondamentaux encore solides	Portugal
30/06/2025	France – Les ménages vont-ils moins épargner ?	France
27/06/2025	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
27/06/2025	Europe – Scénario 2025-2026 : les économies européennes en phase d'attente et de transition	Europe
25/06/2025	Italie – Reprise des transactions immobilières au T1 2025	Italie
24/06/2025	France – L'Insee prévoit une croissance inférieure de moitié à celle de la zone euro cette année	France
20/06/2025	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
20/06/2025	Monde – Scénario macro-économique 2025-2026 : un contexte anxigène, quelques résistances inédites	Monde, scénario
19/06/2025	Corée du Sud : l'élection de Lee Jae-myung signe-t-elle la fin de la crise politique ?	Asie
18/06/2025	Royaume-Uni – Nette dégradation de la conjoncture en avril	Royaume-Uni
17/06/2025	À Money20/20, interopérabilité, IA agentique et stablecoins entrent en collision	Banque, fintech
16/06/2025	France – La Banque de France revoit en baisse sa prévision de croissance et d'inflation d'ici 2027	France
16/06/2025	Industrie – La robotique industrielle, un levier essentiel pour la réindustrialisation française	Sectoriel, industrie
13/06/2025	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
12/06/2025	Les compléments alimentaires améliorent-ils vraiment la santé des Français ?	Santé, France
10/06/2025	BTP France – Situation et perspectives : ralentissement de la baisse d'activité en 2025	BTP, France
06/06/2025	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
05/06/2025	Maroc : we can do it !	Afrique, Moyen-Orient
02/06/2025	Mexique – Où en sommes-nous ?	Amérique latine
28/05/2025	Les États-Unis et le Royaume-Uni signent un « Accord de prospérité économique » : quelques baisses de tarifs et beaucoup de promesses	Royaume-Uni, États-Unis
28/05/2025	Zone euro – La guerre commerciale pèse sur les prévisions de la Commission européenne	Zone euro
28/05/2025	Sous le vernis de l'adoption, ce que pensent vraiment les Américains des cryptomonnaies	Cryptomonnaies
28/05/2025	Union européenne – 30% des fonds de la Facilité pour la reprise et la résilience utilisés depuis 2020	Union européenne

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille**Rédacteur en chef** : Armelle Sarda**Documentation** : Elisabeth Serreau – **Statistiques** : DataLab ECO**Secrétariat de rédaction** : Véronique ChampionContact : publication.eco@credit-agricole-sa.fr**Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :****Internet** : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>**iPad** : application **Études ECO** disponible sur App store**Android** : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.